

**« La crise malienne et ses conséquences humanitaires  
en Afrique saharo-sahélienne : quelles pistes de travail  
pour la coopération décentralisée ? »**

*Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Mali  
de Cités Unies France, en présence d'une délégation malienne  
d'élus et de représentants de l'Etat,  
Lundi 2 juillet 2012*

---

**Compte-rendu**

---

**Principales conclusions après échange avec la délégation malienne :**

- Création d'un fonds des collectivités françaises en appui aux collectivités du Nord et du Sud du Mali, en lien avec les interlocuteurs institutionnels de la coopération décentralisée, en France, au Mali et dans les pays voisins
- Mise en place d'actions spécifiques de plaidoyer auprès des députés français et européens
- Concertation avec les ONG humanitaires
- Organisation de missions de collectivités françaises dans les camps de réfugiés



-> **Composition de la délégation malienne annoncée :**

- **Monsieur Mamadou Sidibe**, Ministre de l'Action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées (Mali)
- **Monsieur Boubacar Bah**, Président de l'Association des Municipalités du Mali (AMM) et maire de la commune V du District de Bamako
- **Monsieur Youssouf Diakite**, Directeur exécutif de l'AMM
- **Monsieur Oumar Bathily**, Vice-président de l'AMM et maire de la commune de Mopti
- **Monsieur Mamourou Keita**, Vice-président de l'AMM et maire de la commune du Mandé et de la région de Koulikoro
- **Monsieur Mamadou Diallo**, Secrétaire de l'AMM et maire de la commune de Lakamané et de la région de Kayes
- **Monsieur Ali Dolo**, membre du bureau de l'AMM et Maire de Sangha et de la région de Mopti
- **Monsieur Siaka Dembele**, Président de l'Association des Régions du Mali et Président de l'Assemblée Régionale de Ségou (excusé)
- **Monsieur Modibo Timbo**, Président de l'Association des Conseils de Cercle du Mali et Président du Conseil de Cercle de Kayes
- **Monsieur Oumarou Ag Mohamed Ibrahim**, Président du Haut Conseil des Collectivités Territoriales (excusé)
- **Monsieur Adama Sissouma**, Directeur général des collectivités territoriales
- **Monsieur Mohamed Ag Erlaf**, Directeur général de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
- **Monsieur Youssouf Sega Konate**, Conseiller technique du Ministère de l'Administration Territoriale, des Collectivités Locales et de la Décentralisation (excusé)
- **Madame Aziza Mint Mohamed**, 1<sup>ère</sup> adjointe du maire de Tombouctou et chargée de la coordination des collectivités du Nord à Bamako
- **Monsieur Mahamane Mahalmandane Toure**, Directeur du jumelage et de la Coopération décentralisée, Mairie du District de Bamako (excusé)
- **Monsieur Malick Alhousseini**, Président du Collectif des Ressortissants du Nord (COREN)
- **Monsieur Maliki Ibrahim**, avocat, chargé des questions judiciaires du COREN
- **Monsieur Oumar Guindo**, Secrétaire Général de l'AMM, maire de la commune de Dialakoroba (excusé)
- **Monsieur Sadou Diallo**, maire de la commune urbaine de Gao.

**Intervenants :**

- **Guy Michel Chauveau**, président du groupe-pays Mali de Cités Unies France
- **Bertrand Gallet**, directeur général de Cités Unies France
- **François Amichia**, président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)
- **Pascal Bernard**, directeur des opérations, ACTED



Bertrand Gallet salue et remercie le ministre malien Mamadou Sidibé, en charge de l'action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées, Gaoussou Diarra, conseiller à l'ambassade du Mali en France ainsi que les personnalités qui ont fait le déplacement.

*« Pour avoir examiné ces questions lors de l'envoi de troupes en Afghanistan, je trouve aujourd'hui des similitudes avec la situation malienne qui est déjà identifiée comme potentiellement dangereuse pour la paix ».*

Plusieurs points ont été abordés au cours de la matinée :

1. **Aperçu de la situation politique au Mali et témoignages des élus maliens**
2. **Situation humanitaire : organisation de la réponse d'urgence au Mali et situation des réfugiés maliens dans les pays d'accueil**
3. **Échanges avec la salle**
4. **Décisions : quelles modalités d'appui de la coopération décentralisée aux collectivités maliennes ?**

### **1. Aperçu de la situation politique au Mali et témoignages des élus maliens**

*Boubacar Bah, Président de l'Association des Municipalités du Mali, maire de la commune V du District de Bamako*



Monsieur Bah revient sur les causes profondes de la crise au Nord du Mali. La corruption de la classe politique, le népotisme, la décentralisation et l'affaiblissement de l'idéal républicain ont entraîné une mauvaise gouvernance. Cette région souffre également d'un retard du tissu productif, d'une situation de sous-emploi, ainsi que d'une forte explosion démographique. La santé et l'éducation ont subi les premiers effets d'une pauvreté croissante ces dernières années. À l'ensemble de ces causes, il faut également ajouter un certain laxisme des autorités politiques et militaires qui a renforcé le chaos dans lequel se trouve actuellement la région du Nord.

Aujourd'hui, on assiste à un certain refus du retour à la vie constitutionnelle normale, à l'expansion des salafismes de toutes natures, à des réponses politiques faibles et désunies qui entraînent une inertie pesante et préjudiciable, à une armée démobilisée.

*« La crise malienne et ses conséquences humanitaires en Afrique saharo-sahélienne : quelles pistes de travail ?  
Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Mali, 2 juillet 2012*

La société civile se mobilise lentement et de manière parfois dispersée. La réponse de la communauté internationale est rassurante. Les grandes puissances souhaitent le retour à la démocratie et aux élections libres. « *C'est une sorte de chemin de croix, on ne voit pas le bout du tunnel... En avril il y avait un mois que ça durait, aujourd'hui ça fait 90 jours et on ne voit pas d'éclaircie* ».



Toutefois, les solutions internationales proposées par l'Union Africaine et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont insuffisantes. Le rejet par le Conseil de Sécurité d'un mandat pour déployer une force africaine contre les rebelles du Nord en est une parfaite illustration.

Les hésitations dans la transition et la tentative d'assassinat du président ont provoqué l'incrédulité et la colère des appuis extérieurs. Le Mali qui dépend à plus de 80 % de l'aide publique se retrouve donc dans une situation délicate. Les hôtels ferment à Bamako et dans les capitales régionales et l'on constate une réduction drastique des recettes douanières

Les réponses de la société civile malienne prennent différentes formes, du COREN (le Collectif des Ressortissants du Nord à Bamako) aux collectivités territoriales avec l'initiative des « 200 communes du Sud aident 200 communes du Nord » car « *seuls les maires et conseillers des collectivités territoriales sont restés, la plupart du temps, présents sur le terrain* ». Ils n'ont compté qu'un seul mort, le conseiller communal de Gao, Idrissa Oumarou, assassiné par un groupe armé. 87 maires dans le Nord et 107 de la région de Mopti sont encore actifs et se préoccupent du sort des populations.

L'Association des Municipalités du Mali (AMM), en lien avec ses homologues du Burkina Faso et du Niger ainsi que les associations sur le terrain, développent un projet d'accompagnement des élèves et jeunes réfugiés dans les camps. Ce projet devrait leur permettre de suivre des cours de rattrapage dans les écoles durant leur fermeture estivale et ainsi pouvoir passer leurs examens en novembre.

Certains de ces camps ont été visités par Bertrand Gallet, accompagné de l'AMM, lors d'une mission de Cités Unies France au Burkina Faso.

Les groupes armés disposent désormais, selon Monsieur Bah, de cellules et réseaux dormants dans les grandes villes du Mali.

« *C'est la misère matérielle et intellectuelle qui fait le lit des salafistes et des extrémistes, car ils s'adressent aux couches les plus fragiles, aux couches populaires. Dans ma commune V de Bamako qui compte 500 000 habitants, il y a 200 mosquées. Certaines ont tenté de faire fermer les bars. J'ai résisté en opposant la loi de la république laïque du Mali qui était appliquée et respectée. Mais les groupes salafistes ne reconnaissent pas la laïcité, ces tenants d'un salafisme jihadiste sont présents à Bamako et déjà actifs dans certaines mosquées* ».

« *La crise malienne et ses conséquences humanitaires en Afrique saharo-sabélienne : quelles pistes de travail ?*  
Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Mali, 2 juillet 2012

*« La situation actuelle, difficile, compliquée, chaotique se prolonge. Plus on traîne, plus les djihadistes s'implantent et donnent des idées aux cellules dormantes qui peuvent se réveiller facilement ».*

Monsieur Diallo demande tout d'abord un instant de recueillement à la mémoire *« de notre collègue abattu de trois balles pour une moto par des éléments du MNLA ».*

*« Je ne connais rien de ma commune et de son terrain car je connais bien, car je suis la situation depuis le début de ces événements, je ne l'ai fait installer des check points et je lution de la situation, d'ici aussi. Je remercie Thionville, notre ville jumelée qui m'a accueilli ».*

*« Il y a actuellement sept camps d'entraînement du MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) dans ma ville, il ne s'agit pas d'une rébellion mais de terrorisme. »*

*« Je ne suis pas venu pour chercher des dons, mais pour parler et vous lancer un cri du coeur : pour manger, pour se développer, pour aller à l'école, il faut sa liberté. Nous n'avons plus notre liberté à Gao. »*

*« La situation est catastrophique en termes de développement et d'éducation qui sont impossibles à obtenir car nous n'avons pas de liberté de mouvement. »*

*« Ce qui se prépare à Gao est un danger pour l'Afrique, pour l'Occident et pour le monde : les cellules dormantes du terrorisme se multiplient, chaque minute qui passe est perdue. »*

*« Jusqu'ici, seules les villes de Bamako et Gao avaient connu les wahhabistes ; aujourd'hui nos propres parents, nos cousins sont avec ces jihadistes, les enfants sont entraînés dans les camps car ils ne vont plus à l'école. Dans quelques mois, ils seront nos enfants-ennemis, dangereux pour nous-mêmes. »*

*« Je suis prêt à répondre à toutes les questions ; je gère cette situation depuis trois ans et je témoigne : Gao a d'abord été prise par « les barbus ». Le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) est venu ensuite comme des vautours sur un cadavre. Ils ont tout pillé, tout détruit, ils ont violé nos femmes et nos filles. Et c'est alors que les salafistes se sont présentés comme voulant restaurer l'ordre, leur ordre ».*

Le regroupement des ressortissants des trois régions du Nord (Gao, Kidal et Tombouctou) rassemblés à Bamako, s'est très rapidement constitué, dès les premières attaques et enlèvements de véhicules (2006).

**Malick Albousseini, Président du Collectif des Ressortissants du Nord**



« On nous dit qu'il y a eu rébellion car l'ensemble des engagements du pacte n'a pas été tenu. Ce pacte national a été étudié par une commission économique que nous avons constituée et qui a fourni une plate-forme de sortie de crise. La rébellion ne se justifie pas ; ni au plan de la gouvernance locale, ni au plan économique, social et de développement. »

« Pour la gouvernance locale, ceux qui ont pris les armes au sein du MNLA ne constituent qu'une minorité d'une communauté, elle-même ultra-minoritaire. Le recensement de 2009 montre que les nomades (arabes, touaregs, bellas, bozos et peuls) ne représentent que 11,61 % des trois régions de Gao-Kidal-Tombouctou, et 0,92% de la population malienne. »

« Nonobstant ces chiffres, les touaregs occupent une place de choix dans la gestion des collectivités territoriales. Dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal, trois sont présidées par des touaregs. Sur 19 députés de ces régions, 11 sont touaregs, sans parler des présidences des conseils de cercle et conseils communaux... »

« La volonté de vivre ensemble n'a jamais posé de problèmes. »

« Paradoxalement, aujourd'hui, c'est la majorité qui subit la loi de la minorité. »

« En ce qui concerne la situation socio-économique, de 1991 à 2011, l'Etat et ses partenaires ont investi 1700 milliards de CFA dans les régions du Nord. Si l'évaluation des résultats sur le terrain reste à faire, les touaregs occupaient une place de choix pour gérer cette manne. »

« Au plan religieux, depuis des millénaires, ces régions sont peuplées de bons musulmans : la rébellion est injustifiable par l'islamisation. »

« Pour nous, il ne s'agit pas d'une rébellion, c'est un terrorisme international qui occupe le Nord du Mali. Le maire de Gao vient de le dire : les sept camps d'entraînement aux alentours de Gao sont une vraie menace pour le monde entier. »

« La priorité des priorités est de résoudre le problème de la crise du Nord par la voie militaire, recouvrer les terres occupées, recouvrer notre honneur, notre dignité, et que justice soit rendue. »

« Actuellement, des femmes et des filles sont violées, ils y a des centaines de morts, on mitraille des enfants qui résistent. Nous sommes d'avis pour trouver une solution à la crise humanitaire. Il faut cependant d'abord pacifier pour qu'une action humanitaire efficace soit menée ensuite ».

Ibrahim Maliki est en charge de récupérer les témoignages et preuves des exactions, de l'identification des victimes et des auteurs.

« Il y a 100 cas de viols avérés à Gao, et 25 décapitations avec preuves et identification des auteurs, Ibrahim Maliki, secrétaire chargé des questions mouvement a été pris au sérieux par judiciaires du COREN, avocat de profession



« Il y a eu une très bonne répartition des rôles entre le MNLA, Ansar Dine et AQMI. »

« Le MNLA agresse, AQMI, Ançar Dine et Boko Haram jouent les protecteurs. »

« Les populations du Nord ont été abandonnées et trahies par leur armée, Kidal, Gao et Tombouctou ont été prises sans combat. »

« Ces populations deviennent aujourd'hui un terrain pour les réseaux de terroristes. »

« Je suis d'accord avec le maire de Gao et le président du COREN, les camps d'entraînement viennent après la préparation aux idées fondamentalistes depuis plusieurs années. C'est la porte ouverte au wahhabisme. »

« Il n'y avait jamais eu de problèmes d'intolérance religieuse avec chrétiens et animistes. »

« Si on ne fait pas vite, nos propres frères ayant vu en ces gens-là des libérateurs, le risque est grand qu'ils remplacent sur le terrain les salafistes étrangers. On assiste à un ancrage du salafisme dans le Nord. »

« A Tombouctou, nous avons connaissance d'un cas d'assassinat d'un jeune arabe, de beaucoup de viols, de flagellations (nous avons les supports photos), pour avoir fumé ou bu une bière. »

« En 1990 cela pouvait s'appeler rébellion parce que les objectifs étaient politiques et des atrocités ont été commises par l'armée malienne. »

« En 1994, il y a eu une récidive, et la rébellion a été suivie d'un pardon, d'une réconciliation et de la paix. Après 2006, ce fut à nouveau le pardon. »

« Aujourd'hui, c'est fini. Pour que le désir de vivre ensemble entre les communautés du Nord du Mali ne soit pas hypothéqué à jamais, il est bon qu'une justice soit rendue, que des privilèges ne soient plus attribués sur des critères ethniques. »

« On en appelle à la conscience internationale pour que justice soit faite, que les viols et assassinats ne restent pas impunis. Que l'on intervienne vite pour les expulser : on ne négocie pas avec les terroristes, on les chasse ». »

*Aziza Mint Mohamed, 1<sup>ère</sup> adjointe du maire de Tombouctou et chargée de la coordination des collectivités du Nord à Bamako*



« Je peux témoigner, avec le maire, que 80 % des services fonctionnent à Tombouctou, mais sous la terreur. Les femmes ne sortent plus parce qu'elles ne savent pas ce qu'on va leur reprocher dans la rue. Les femmes sont condamnées à rester chez elles. »

« C'est une guerre qui nous a été imposée ; la ville sainte a toujours vécu la tolérance y compris religieuse. C'est triste de le dire, mais la population se sent abandonnée, elle n'a plus de protection et n'est pas habituée à ce genre de vie. »

« Il y a un vieil homme de 60 ans qui a été bastonné devant chez lui parce qu'il fumait devant sa porte. Devant ses enfants, sa famille, tout le quartier, il a été frappé à coups de bâtons. J'ai honte de le dire, excusez-moi, mais il a uriné sur place, devant tout le monde, tant il a été choqué. »

« Les jeunes Tombouctois sont formés en pleine rue, contre de l'argent, au vu et au su de tout le monde. Des imams passent chez eux et approuvent. Tu ne peux sortir de Tombouctou vers Bamako avec un crayon ou un téléphone ou de quoi écrire. Il n'y a plus de vie à Tombouctou, c'est le règne de la terreur... »

« Je suis réfugiée à Bamako avec 2000 personnes de Tombouctou, car là-bas, il n'y a plus d'activités génératrices de revenus, les femmes ne peuvent plus sortir au marché et les hommes doivent rentrer à 18h. Même dans les mosquées ils répandent leur idées. Cela nous a surpris, 50 % de la population a abandonné le terrain dans une panique générale. »

« On voudrait aller les sauver sur place, mais un seul corridor humanitaire est ouvert, et il ne suffit pas : un chef de famille qui reste plusieurs mois sans salaire, que doit-il faire pour vivre ? »

« Nous voulons la reconquête du Nord, parce que partout dans les trois régions nous souffrons. Seuls les élus prennent leurs responsabilités avec leurs faibles moyens. »

**Oumar Bathily, vice-président de l'AMM et maire de la commune de Mopti**



La ville de Mopti accueille actuellement 25 000 réfugiés. La région n'est pas occupée (sauf la région de Douentza) mais la commune a été abandonnée par l'administration dès les premières rumeurs de possibles combats. Elle est aujourd'hui en situation de crise humanitaire. 50 % de sa population est désormais composée de ressortissants venant du Nord.

Bertrand Gallet remercie les intervenants de ces « témoignages poignants » très utiles pour prendre conscience de la situation. Il rappelle que G-M Chauveau, élu député, est intervenu auprès d'Elisabeth Guigou, nouvelle présidente de la commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale, dont il fait également partie.

Des solutions sont également à rechercher auprès de l'UEMOA. De manière générale, il semble toutefois que la réponse militaire soit incontournable.

Constance Koukou indique que l'équipe Afrique de CUF met tout en œuvre pour favoriser le maximum d'échanges possibles avec la délégation, à l'occasion du forum de l'action internationale des collectivités et la soirée.

## **2. Situation humanitaire : organisation de la réponse d'urgence au Mali et situation des réfugiés maliens dans les pays d'accueil**

**Pascal Bernard, directeur des opérations, ACTED**

Au 19 juin, le nombre total de personnes déplacées internes (IDPs) sur le territoire malien était estimé à 158 857 dont 51 857 dans le Sud, 107 000 dans le Nord (Programme Alimentaire Mondial, 3 avril)

Le nombre de réfugiés maliens enregistrés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger atteignait 181 742.

En Algérie, les dernières estimations du gouvernement algérien font état de 30 000 réfugiés.

Leur présence est également confirmée à Nouakchott, (Mauritanie), et Niamey (Niger).

« La crise malienne et ses conséquences humanitaires en Afrique saharo-sabélienne : quelles pistes de travail ?  
Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Mali, 2 juillet 2012



Au Mali, 43 000 personnes sont soutenues par le PAM dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. En matière d'éducation, l'UNICEF tente de palier la déscolarisation. Des actions se mettent en place, mais l'ensemble des besoins est loin d'être couvert comme en témoignent des enquêtes multisectorielles réalisées sur le terrain.

**Les principaux besoins sont les suivants:**

● **Eau & Assainissement**

- Mopti (CARE): problèmes de maintenance des forages & puits; problème d'accès des familles aux produits de traitement de l'eau  
Menaka (IRC & ACTED): 50% des puits & forages non utilisables; A Anderamboukane, Tin Fadimata et Tinabao: installation d'IDP à proximité d'étangs (eau contaminée)

● **Sécurité alimentaire**

- Ménaka: crise alimentaire des ménages hôtes et déplacés (moins de 2 repas par jour), inflation de 20% voire 50% sur les marchés  
- Perte de revenus, perte du bétail lors des déplacements

● **Abris & biens non alimentaires**

- Surpopulation (Bamako), manque d'abris temporaires, matelas etc.)

● **Services de base**

- Problèmes d'accès aux services de base (écoles, centres de santé)

● **Niger**

- Risque sanitaire, notamment choléra  
- Crise alimentaire: soutien à la production insuffisant

Le département de l'Action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées a été créé par le gouvernement de transition en avril 2012. (cf annexe 2 de ce compte-rendu).

*Mamadou Sidibé, ministre malien de l'Action*

*humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées*



Nord et en raison du budget restreint de l'Etat malien : l'Etat fonctionne avec 40 % de son budget habituel du fait de la faiblesse des rentrées fiscales et de l'interruption de l'aide internationale dont le Mali dépend à 80 %.

La priorité de ce ministère est de mettre en place un corridor humanitaire. À cet effet, le gouvernement a saisi le Haut Conseil Islamique qui sert d'intermédiaire avec le MNLA pour

sécuriser l'aide du Sud vers le Nord. Des convois ont ainsi pu apporter des vivres et du personnel médical. Ces derniers ont pu rouvrir une partie des hôpitaux de Gao avec l'aide du CICR. Un nombre important de contacts ont également été pris avec les ONG, les associations et les partis.

Le prélèvement d'une dîme lors de ces convois demeure exceptionnel.

Des comités locaux comprenant des chefs de quartiers, des imams, des collectivités territoriales et des occupants ont été constitués pour gérer l'aide. Il n'existe en effet plus de moyens d'approvisionnement par les moyens traditionnels locaux.

Selon le gouvernement, qui rencontre des difficultés à réaliser un recensement fiable, on comptabilisait au 12 juin, 67 118 déplacés internes dans les cinq régions « libres ». Un pic est à noter dans la région de Mopti, seule région frontalière avec les trois régions occupées. Les familles sont composées pour les 2/3 de femmes et d'enfants.

Concernant les réfugiés, une mission d'évaluation a recensé 65 000 réfugiés dans les camps burkinabés, 70 000 en Mauritanie et 40 000 au Niger. Il faut toutefois ajouter les populations disséminées dans les grandes villes et capitales et qui, faute de moyens, ne peuvent plus payer leur hébergement.

La situation alimentaire a été la première traitée grâce aux dons des ONG. En matière sanitaire, Médecins Sans Frontières Belgique et France envoient toutes les trois semaines des équipes de médecins et d'agents de santé.

Des mesures sont prises pour les déplacés: gratuité des soins et de la scolarité. Des sessions de rattrapage vont également être organisées en octobre. La situation des élèves des camps fréquentant l'enseignement supérieur demeure cependant très difficile.

Les fonctionnaires déplacés ont été redéployés dans l'administration au Sud. Ceux toujours en poste dans le Nord sont obligés d'effectuer le déplacement à Mopti pour recevoir leurs salaires.

Les ONG n'arrivent pas à intervenir pour cause de risque majeur d'enlèvement et de violences. Quant au système des Nations Unies, il fonctionne, mais seuls 35 % des besoins sont couverts.

*« Quand je vais dans les camps, cela me fait mal parce que je sais que j'aurais pu me trouver de l'autre côté (...) Aujourd'hui, tous les Maliens sont concernés par la situation, nous recevons des dons anonymes (...) Le gouvernement fonctionne aujourd'hui (...) L'intégrité territoriale et la laïcité ne sont pas à négocier ».*

### **3. Échanges avec la salle (non exhaustifs)**

**Lamine Camara, GRDR :** quels liens avec les associations de migrants ? Quelle collaboration peut-on envisager ?

**Sadou Diallo, maire de Gao :** Comment expliquer que les communes 6, 7 et 8 n'ont pas reçu d'aide, contrairement à la commune 5 ?

**Mohamed Ag Erlaf, directeur général de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales :** Concernant les 45 000 réfugiés à Nara et Banambara, des transferts d'argent ont en effet pu être effectués. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'intervention des ONG se décide le plus souvent selon la disponibilité des agences sur place que selon les besoins de la population.

**Françoise Morgere, adjointe au maire, Clamart :** Il paraît nécessaire d'élaborer une déclaration des associations et collectivités territoriales françaises. La ville de Clamart n'a plus de contacts avec le maire de Kidal depuis 15 jours.

**Aziza Mint Mohamed, 1<sup>ère</sup> adjointe du maire de Tombouctou, chargée de la coordination des collectivités du Nord à Bamako :** Comment remplacer les stocks de semence pillés à Tombouctou juste avant les semailles qui sont vitales pour l'avenir ?

La sécurisation d'anciens puits, désormais rouverts avec des pompes India via le couloir humanitaire est nécessaire.

Un collectif a été mis en place au niveau de chaque cercle du Nord pour identifier les réfugiés à Bamako.

**Sokona Niakhate, Conseillère coopération décentralisée, Fontenay sous Bois, vice-présidente de la coordination des élus maliens en France :** L'aide d'urgence est-elle destinée au Mali seulement ou à l'ensemble du Sahel ? A-t-on des contacts avec les ONG sur place ?

**Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France :** Peut-on parler d'égalité de traitement devant l'aide ? Quelle coordination de l'Etat malien ? L'accès au Nord passe par des couloirs humanitaires, par des check points, et donc par des prélèvements. Faut-il transférer des fonds et dans ce cas, comment ?

**Pascal Bernard, directeur des opérations, ACTED :** Les critères d'intervention sont définis selon des chartes et principes qui permettent de sélectionner les bénéficiaires de l'aide. Il existe donc un consensus préalable sur les critères d'octroi de cette aide : priorité aux personnes vulnérables...

Il n'y a plus d'intervention internationale dans le Nord. ACTED y accède directement, sans « sous traitance », à partir du camp d'Abala, et uniquement en direction de Ménaka.

Les transferts d'argent sont possibles à Bamako, grâce aux téléphones portables. Il n'y a cependant plus de banques au Nord. Les transferts de fonds restent donc très compliqués.

**Sadou Diallo, maire de la commune urbaine de Gao :** « Merci à ceux qui envoient des aides. Le premier convoi est bien arrivé avec 11 tonnes, ce qui fait 2kg par famille de 20 personnes (78000 habitants en tout). Il faut aider le Mali à acquérir la logistique pour libérer nos terres ».

**Mamadou Sidibe, ministre de l'Action humanitaire, de la solidarité et des personnes âgées :** « Je sais que c'est insuffisant, tout est insuffisant ; il n'y a plus de mil à vendre au Mali, uniquement du riz qui est cher. Je comprends mais je ne peux pas faire davantage ».

« À Bamako : tout est contenu dans l'accord-cadre : retour de la junte dans les casernes, immunité, transition, prolongation du mandat des députés, conditions d'indemnisations, statut du CNRDRE (qui doit s'occuper uniquement des problèmes militaires) et dont les hommes sont toujours restés dans leur domaine de Kati. Le gouvernement est handicapé par l'absence du Président ».

« Avec Ansar Dine, les discussions devaient porter sur l'égalité, la justice et la charia. Le HCI mène des négociations sur le seul point de la sécurisation de l'aide du Sud vers le Nord. Les médecins sont restés trois semaines sur place sans problèmes ».

**Oumar Bathily, vice-président de l'AMM et maire de la commune de Mopti :** « le gouvernement focalise son attention sur l'aide au Nord, mais au Sud on souffre aussi. »

#### 4. Les scénarios possibles :

**Ibrahima Keita, président de la coordination des élus français d'origine malienne :** Cette association travaille à la consolidation des liens d'amitié entre élus maliens et élus français d'origine malienne. Elle joue un rôle d'interface avec les autorités françaises et se met à la disposition des autorités maliennes .

**Mohamed Ag Erlaf, directeur général de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales :** 60 % des appuis budgétaires provenant de l'extérieur ont été annulés. Or, l'apport financier des collectivités territoriales maliennes dépend à 97 % de l'extérieur. Il est donc nécessaire que l'Union européenne lève les sanctions à l'endroit des collectivités territoriales qui fournissent la majorité des fonds. À noter, l'ANICT a pris en charge les salaires de l'ensemble des fonctionnaires du Nord du Mali.

-> Voir aussi rapport de la Banque mondiale sorti jeudi dernier. L'UE devrait se rallier à ce texte.

« La crise malienne et ses conséquences humanitaires en Afrique saharo-sabélienne : quelles pistes de travail ?  
Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Mali, 2 juillet 2012

L'AMM se propose d'être l'interlocuteur-coordonateur des collectivités françaises et de leur faire remonter les besoins de chaque cercle.

CUF communiquera sur demande les coordonnées de l'AMM.

Youssouf Diakité, directeur exécutif de l'AMM, signale qu'un colloque sera organisé en septembre par l'AMM sur le thème « décentralisation intégrante et immédiate en réponse à la crise ».

Synthèse de la demi-journée :

- Les coordonnées des Maliens présents seront communiquées par CUF sur demande des collectivités territoriales.
- Mise en place d'un lobbying politique
- Retour sur le projet « 200 communes du Sud appuient 200 communes du Nord du Mali » porté par l'AMM
- Accord des collectivités françaises pour ouvrir un fonds de solidarité pour l'aide alimentaire et l'éducation
- Possibilité de monter une mission politique d'élus dans les camps en Mauritanie, Niger et Burkina-Faso pour rencontrer les populations de leurs collectivités partenaires déplacées
- Forum Mopti, Bandiagara, Rennes en projet
- Proposition d'un forum St Denis-Montreuil appuyé par l'association des élus français d'origine malienne

François Amichia, président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA, rappelle l'appui moral, financier et logistique nécessaire pour poursuivre le travail des collectivités au niveau de la sous région.

Il est heureux de voir que le gouvernement et les collectivités territoriales dialoguent, débattent et travaillent ensemble malgré les difficultés. Le bien être des populations est en jeu, c'est une situation d'urgence.

Il remercie les collectivités territoriales de prendre le relais du gouvernement et appelle les gouvernements et l'Union européenne à rétablir l'aide à destination du Mali. « *Que l'on fasse comme au Kosovo et en Palestine, qui n'ont jamais vu leurs aides internationales suspendues* ».

Pour conclure ces échanges, Guy Michel Chauveau indique que la délégation malienne sera reçue à l'Assemblée nationale mardi 3 juillet, par Elisabeth Guigou, présidente de la commission des Affaires étrangères, et donne rendez-vous au Forum.

**Compte rendu rédigé par Hubert Ledoux**  
**Journaliste – association CORENS**

## **Annexe 1**

### **Liste des participants**

*(non exhaustive. Nous signaler toute erreur ou omission)*

Document disponible en ligne sur le site de Cités Unies France

## Annexe 2

### Biographie de Mamadou Sidibé

#### Ministre de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées

Celui qui aura désormais la charge de conduire le département de l'Action humanitaire, de la Solidarité et des Personnes âgées n'est pas étranger à ces domaines pour avoir longtemps travaillé au ministère de la Santé.

Il est né le 6 mars 1950 à Akjoujt en Mauritanie. Mais c'est au pays, précisément à Kayes, qu'il entreprend ses études primaires à l'Ecole fondamentale de Kayes-Khasso. Puis, c'est le Lycée de Badalabougou à Bamako pour un baccalauréat en série sciences biologiques en 1970. Deux ans plus tard, Mamadou Sidibé s'inscrit à l'Ecole nationale de médecine et de pharmacie du Point G. Il y effectue des études supérieures sanctionnées par un doctorat en médecine générale en 1980.

Toujours animé de la soif d'apprendre, Mamadou Sidibé s'envole alors pour la France. Dans l'Hexagone, il s'inscrit à l'Université de Rouen où il obtient un diplôme universitaire d'Ultrasonologie (spécialité échographie générale) en 1984. La même année, il décroche un certificat d'économie de la santé, de démographie et de sécurité sociale (spécialité de la santé, sécurité sociale). Le docteur Mamadou Sidibé est aussi détenteur d'un diplôme universitaire d'épidémiologie appliquée de l'Institut national de santé publique de Maurice de l'Université Victor Segalen et d'un DESS en système d'information et informatique médicale, analyse médico-économique.

Au plan professionnel, le nouveau ministre de la Santé a derrière lui plus de 30 ans d'expérience en santé et en consultation, assistance technique, coordination de projet et collaboration avec les bailleurs de fonds. Il a été chargé de la gestion des ressources humaines au compte du ministère de la Santé. Entre 2008 et 2010, il travaille également pour la coopération belge comme assistant technique national dans le cadre de la mise en œuvre, du suivi et de coordination du Programme d'appui au développement sanitaire et social (PADSS) dans la Région de Mopti. Auparavant, entre 2006 et 2007, il avait été consultant international pour divers bureaux d'études dans le domaine de la santé et auprès du ministère de la Santé au titre de chargé des hôpitaux. Jusqu'à sa nomination, le docteur Mamadou Sidibé était directeur des ressources humaines du ministère de la Santé. Il est marié et parle français et anglais.

### ANNEXE 3

Exemple d'initiative d'acteurs de la coopération décentralisée :

*« Islamisme, femme et paix »  
Que se passe-t-il au Nord du MALI ?*

La crise malienne a propulsé sur le théâtre des conflits du Nord du Mali et au delà le groupe salafiste djihadiste Ansar Dine. Décision a été prise de mettre en place la charia, perversion du coran, véritable camisole de force intellectuelle. Les populations dont les femmes subissent le retour moyen-âgeux de ces pratiques ; **elles manifestent régulièrement !**

Ainsi, elles s'organisent, elles « osent » défier Ansar et Dine et ses bourreaux ; à leur barbe, elles défilent en ville pour s'émanciper, se libérer du joug de ces hommes qui prônent un esclavagisme cruel d'un autre temps !.

**Battues lors d'une récente initiative -ce qui ne s'était pas vu depuis bien longtemps- elles relèvent la tête, elles parlent haut et fort !** Cette intransigeance vis-à-vis de ces salafistes, à l'origine d'atrocités, de viols, d'actes de barbarie est fondée sur les libertés. Notre rôle est d'assurer à ces femmes éprises de justice et de paix, soucieuses d'un avenir serein, tout notre soutien. **Saluons leur courage! Manifestons notre engagement solidaire !**

*Pourquoi les femmes sont-elles la cible, pourquoi le système éducatif qui était d'ordre républicain et laïque dans ce nord du Mali deviendrait-il sous emprise djihadiste ; quelles sont les causes qui conduisent à ces exactions odieuses qu'engendre toute situation de guerre ?*

Les femmes jouent un rôle incontournable dans leur société; elles dirigent des coopératives, elles mettent en place le micro-crédit , elles sont soucieuses du bien être de leurs progénitures, elles participent aux travaux de maraichages pour nourrir la famille... **Elles sont médiatrices dans les conflits et s'investissent pour la paix et la sécurité, le développement humain** dans leur brousse, dans leur village....

La condition féminine demeure un enjeu de nos sociétés, un enjeu d'avenir de notre monde.

**Femmes battues, viols, lapidation... dans quelque pays que ce soit, ça suffit !**

En soutien aux femmes touaregs du Nord Mali, en soutien à celles qui ne cessent de se battre dans le monde pour être humainement reconnues et respectées sur notre planète, « **Femmes Solidaires et le Réseau des Partenaires de la région de KIDAL** » ont le plaisir de vous inviter à une conférence-débat :

**Mercredi 4 juillet  
De 18 heures 30 à 22 heures  
Bourse du Travail  
30 rue Ambroise Croizat  
Métro mairie de ST OUEN.**